

Le programme socioéconomique de l'UPT.

# Une vraie différence !



Hedi Sraïeb

L'ensemble des formations politiques ont fait connaître, ou ont sur le point de le faire, leur programme économique et social. Elles y exposent les mesures d'urgence qu'elles proposent pour sortir le pays du marasme dans lequel il s'est enfoncé dans la dernière période. Mais elles mettent aussi en avant leurs orientations à moyen et long terme décrivant les contours d'une nouvelle phase de développement.

Toutefois, et à y regarder de plus près, on est étonné, pour

ne pas dire désagréablement surpris, par la similitude des approches, la res-

semblance des solutions. A croire que

nombre de partis – et pas des moindres – font les mêmes diagnostics et s'accordent sur des recommandations quasi identiques, au point de faire dire à de nombreux observateurs que les différences qu'on y trouve n'excèdent pas l'épaisseur d'une feuille de papier.

Jugement sévère ? Pas si sûr ! Mieux encore experts, chroniqueurs et familiers de la chose portent un jugement encore plus cinglant, estimant que ces programmes se résument à des catalogues de vœux pieux, sans relief d'aucune sorte. Un égrenage de résolutions sans amplitudes sans haut ni bas, sans ordre de préséance !

## Des programmes copier-coller

Les analystes les plus avertis soulignent un manque évident d'imagination, mais bien plus gravement encore le peu de rigueur dans l'exposé des priorités quasi équivalentes entre elles. Du coup une impression de déjà vu que l'on retrouve dans la formulation : Il faut plus de croissance qui créera plus d'emplois et permettra une meilleure répartition des richesses. Une approche anachronique que l'on croyait reléguée aux oubliettes !

Aussi de larges franges de l'opinion publique restent médusées par ce discours, ostensiblement partagé, qui ressemble à si méprendre à ce que l'on entendait avant la révolution. Un propos largement emprunt de technocratie comme si le modèle n'avait pas lui-même montré ses propres limites ; pire, ne nous avait pas emmenés dans le mur ! Les chantres de la « nouvelle croissance », certes débarrassée du népotisme et de la concussion (largement surestimées), oublient que le pays a connu près de 5% de croissance pendant plus de 20 ans ! Pour quel résultat ?

Trêve de polémique. Car, il ne s'agit pas ici de critiquer, histoire de se démarquer à bons comptes de nos concurrents, usant de faux semblants et de mauvaise foi pour les discréditer. Nous avons trop le respect des convictions, fussent-elles, -de notre point de vue-, erronées pour refuser démagogiquement une opinion adverse. Il s'agit d'une bataille d'idées, dans laquelle Al Massar s'engage : Argument contre argument, logique contre logique, méthode contre méthode... le peuple tranchera.

Venons en donc à l'approche alternative que propose Al Massar, qui commence par l'abandon de la pensée magique : Plus de croissance... plus... plus. Non pas tant qu'il ne faille pas plus de croissance, (celle-ci mécaniquement accroît les recettes publiques) mais qu'il convient de lui rectrice d'abord !)

Procédons par étape. Examinons tour à tour court terme et moyen terme

## L'UPT se distingue

Le programme de l'UPT s'attache en tout premier lieu à redresser le pays. Nul besoin de s'étendre. Il ne s'agit pas d'une simple relance (à l'identique des mécanismes passés) mais d'entamer des réformes structurelles en vue de retrouver des marges de manœuvre qui manquent tant au pays aujourd'hui. Alors que de nombreux partis s'en remettent à l'aide (en réalité des emprunts) extérieure, de la part des « pays frères » version Ennahda, ou du G7 un succédané du Plan Jasmin version Nida Tounès, Al Massar en appelle à compter d'abord sur soi. Aussi le parti propose-t-il d'engager sans tarder une vaste réforme fiscale visant à réduire des dépenses publiques exorbitantes. Une réforme économiquement efficace. Au lieu d'une fuite en avant dans la spirale de l'endettement, le programme d'Al Massar préconise de demander un renégociation de la dette qui permettrait par, -un rééchelonnement et de nouveaux délais de grâce-, de soulager le poids croissant du service de la dette (des peak sont attendus en 2016 et 2017). Al Massar propose aussi de recourir plus régulièrement à l'emprunt national et à l'ouvrir encore plus largement au tunisiens résidents à l'étranger. Le programme insiste sur le besoin de creusant met en péril la monnaie nationale et plus gravement encore sa capacité d'importations de biens d'équipements incompressibles.

Al Massar propose d'agir sur deux leviers. D'une part dissuader les importations de biens consommation de grand confort et de luxe (50% d'activités d'exportation (phosphates, hydrocarbures) la renégociation de clauses discriminatoires de l'accord d'association avec l'Union Européenne (quotas tels l'huile d'olive).

Dans une seconde étape, celle qui permettrait d'enclencher une spirale plus vertueuse de développement, Al Massar préconise d'aller plus vite et plus loin dans la transition énergétique observable à l'échelle de toute la planète. Le programme insiste aussi sur un Plan Eau qui permettrait à terme de ne pas succomber au stress hydrique, déjà bien présent. Des entreprises publiques assainies, réformées et recapitalisées pourraient services publics d'excellence ! Al Massar mise bien aussi sur la société du savoir et la révolution

informationnelle en cours. Mais à la différence d'autres formations, le programme fait porter tous les efforts sur l'enseignement public, au travers d'un grand ministère unique de l'éducation et de la formation professionnelle. De même du côté de la santé, dissuader la prolifération du secteur privé et aller vers une meilleure couverture préventive et de santé publique.

## Une dynamique d'entraînement

A contrario d'autres partis, Al Massar ne compte pas sur la seule initiative privée. Celle-ci est bien trop fragile et bien trop faible (sa surface limitée). Elle est profondément incapable d'engager un puissant mouvement de renouveau. Mais un Etat restauré dans tous les attributs de souveraineté et dans son efficacité retrouvée peut non seulement investir dans les infrastructures des régions marginalisées mais impulser de nouvelles productions qui pourraient enclencher une dynamique d'entraînement. Il n'a échappé à personnes que les détenteurs de capitaux n'iront jamais dans les régions de l'intérieur tant que les sous-produits auront pas été suffisamment rentabilisés. Si rien n'est fait, les investisseurs resteront sur la bande côtière, les incitations fiscales n'y feront rien.

Comme on peut le constater des thèmes identiques ou très voisins sont traités de manière radicalement différente. Une histoire de poule et d'œuf ? Oui sans aucune hésitation !

Selon Al Massar, l'Etat ou plus exactement des entreprises publiques sous contrats de plans et disposant d'une véritable autonomie de gestion sont plus à même de relever les défis, que d'autres ne croient qu'en la seule efficacité privée.

A moyen terme et sous l'égide d'un Plan National réhabilité (à l'instar des Perspectives Décennales, et Plans Quinquennaux qui ont jalonné notre expérience), le programme d'Al Massar préconise d'aller vers une plus grande sécurité alimentaire et sur les créneaux porteurs ciblés (bioindustries, ITC, pharma du générique vers l'Afrique)

Il y aurait encore beaucoup à dire, mais l'espace imparti ne le permet pas

On l'aura compris Al Massar revendique haut et fort une véritable différence.

La campagne des candidates et des candidats

### Le programme socioéconomique de l'UPT:

# Une vraie différence



Page 4



## Tout n'a pas été dit !

De la nécessité d'une réflexion théorique pour la gauche

Baccar Gherib

Page 3

## Autant en emporte le vent

Boubaker Ben Fraj

Page 5

## Quand la rage vient couronner un gigantesque laisser-aller

Mohamed Larbi Bouguerra

Page 6

### Edito

## Élections : Entre choix et manipulation

En 2011 déjà, les médias étrangers s'amusaient à modeler le paysage politique tunisien sans avoir l'air d'y toucher. Mais toute personne ayant un minimum de connaissance en communication aura remarqué la publicité, pour tel parti religieux, à peine maquillée.

Après Aljezira, nous avons vu s'accroître la renommée de telle chaîne télévisée française bientôt suivie par la grande majorité des Tunisiens et qui forte de cet engouement s'est empressée d'orienter les choix des spectateurs. Il n'y a jamais eu de directives clairement énoncées, mais nous avons quand même affaire à des professionnels de l'information et de la communication dont la technique est bien rôdée. Les documentaires, les reportages et les interviews savamment distillés ont balisé les opinions et façonné les orientations politiques. Pendant les élections, nous avons eu droit à la visite de médias étrangers qui ont couvert l'événement historique ; rappelons que nous votions librement pour la première fois en Tunisie. Nous avons même vu des membres du Centre Carter visiter différents bureaux de vote et entendu sur différentes chaînes et lu dans différents journaux que malgré les abus, les transgressions, les infractions, la triche, c'était somme toute appréciable. Appréciable pour qui ?

Malheureusement certains médias nationaux souscrivent à cette démocratie « en solde » et abondent dans le même sens comme s'il y avait une démocratie pour les pays du Nord et une autre pour les pays du Sud et comme si la bipolarisation de la scène politique était « la solution ». La manipulation initiée par les boîtes de sondages d'opinion est aujourd'hui finalisée par certains médias qui sous couvert de défendre la liberté d'expression orientent toujours par omission ou par quelque velléité cachée. La liberté du citoyen se trouve conséquemment restreinte et, pour tout choix, on le pousse en fait à choisir entre la droite et la droite. La gauche toutes tendances confondues est-elle vouée à disparaître ?

La croisade initiée contre la gauche est malheureusement orchestrée à l'échelle internationale et la Tunisie désormais dépendante des investissements étrangers et de la manne étrangère n'y échappe pas. Faut-il croire que démocratie ne rime qu'avec droite ? Allons-nous souscrire à cette démocratie made in USA ou bien allons-nous nous remettre en question, respecter les termes de cette constitution qui nous a beaucoup coûté en termes de personnes de temps et d'argent ?



Leila Mlaiki Abdeljaouad